



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
3 mars 2011  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-cinquième session  
Point 34 de l'ordre du jour  
Conflits prolongés dans la région  
du Groupe GUAM et leurs incidences  
sur la paix et la sécurité internationales  
et sur le développement**

**Conseil de sécurité  
Soixante-sixième année**

**Lettres identiques datées du 2 mars 2011, adressées  
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent de la Géorgie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie concernant le quinzième cycle de pourparlers de Genève qui doit se tenir le 4 mars 2011 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
(Signé) Alexander Lomaia



**Annexe aux lettres identiques datées du 2 mars 2011  
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil  
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Ministère des affaires étrangères de la Géorgie**

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères  
de la Géorgie concernant le quinzième cycle de pourparlers  
de Genève qui doit se tenir le 4 mars 2011**

Le quinzième cycle de pourparlers de Genève sur la sécurité et la stabilité en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali, territoires géorgiens occupés, et sur le retour des déplacés et des réfugiés en toute sécurité et dans la dignité, se tiendra le 4 mars 2011.

Il est prévu d'organiser des réunions des deux groupes de travail, auxquelles les participants prendront part à titre personnel. Les débats seront animés par des représentants de l'Union européenne, de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE); des représentants de la Géorgie, de la Fédération de Russie et des États-Unis d'Amérique seront également présents. M. Dimitri Sanakoev, Chef de l'administration provisoire de l'ex-région autonome d'Ossétie du Sud, et M. Giorgi Baramia, Président du Gouvernement de la République autonome d'Abkhazie (Géorgie), participeront à ce prochain cycle de pourparlers, ainsi que des représentants des régimes fantoches de Tskhinvali et de Soukhoumi.

Les représentants de la Géorgie soulèveront trois questions essentielles durant le prochain cycle des pourparlers de Genève.

Premièrement, la Fédération de Russie doit s'engager à ne pas recourir à la force contre la Géorgie. Le Président Saakashvili ayant pris l'initiative de ne pas recourir à la force contre les forces d'occupation russes, ni contre les régimes fantoches de Tskhinvali et de Soukhoumi, la Russie doit maintenant en faire autant avec la même obligation. L'engagement de la Géorgie, concrétisé dans les lettres que son Président a adressées aux secrétaires généraux de l'ONU, de l'OSCE et de l'OTAN, ainsi qu'aux présidents de la Commission européenne, du Parlement européen, du Conseil européen et des États-Unis d'Amérique, constitue une souscription unilatérale à une obligation contraignante en vertu du droit international. La partie géorgienne souhaiterait, une fois encore, réitérer que la rhétorique avancée par la Russie quant à la nécessité de la signature d'un accord de non-recours à la force entre Tbilissi d'une part et Soukhoumi et Tskhinvali de l'autre, a pour seul but de légitimer en droit international les régimes fantoches et constitue une excuse maladroite pour se soustraire à sa propre responsabilité en la matière. Après l'engagement unilatéral de la Géorgie, le moment est venu pour la Fédération de Russie de souscrire à l'obligation de non-recours à la force. Elle montrera ainsi que ses intentions envers la Géorgie sont pacifiques et qu'elle ne prépare aucune autre agression militaire contre son voisin souverain.

Deuxièmement, comme l'avanceront les représentants de Tbilissi, il est nécessaire de mettre en place un dispositif international de sécurité dans les régions

occupées de la Géorgie. Du fait de la décision de la Russie de se débarrasser des présences de l'Union européenne et de l'OSCE en Abkhazie (Géorgie) et dans la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud, et en raison d'obstacles artificiels, qui font que la Mission de surveillance de l'Union européenne (MSUE) n'est pas en mesure d'accéder aux régions occupées, la situation en matière de sécurité et de droits de l'homme dans ces régions est marquée par l'absence de transparence et d'obligation redditionnelle. Des mesures de sécurité, incluant des forces internationales de maintien de la paix et de police, stabiliseront la situation dans les régions occupées, contribueront à la stabilité générale dans l'ensemble de la région et seront propices au retour des déplacés, en toute sécurité, dans leurs foyers. Dans ce contexte, le Ministère des affaires étrangères souhaiterait souligner que Tbilissi observe attentivement ce qui se passe à New York. Nous recevons des informations alarmantes selon lesquelles la Fédération de Russie essaie d'étouffer l'équipe des Nations Unies qui a été constituée, en bloquant les mécanismes de financement nécessaires à son fonctionnement. La partie géorgienne est prête à engager le dialogue avec la Fédération de Russie et l'ONU afin de trouver des moyens de maintenir la participation des Nations Unies aux pourparlers de Genève et aux mécanismes conjoints de prévention des incidents et d'intervention. Il serait fort préjudiciable au processus de Genève et au processus d'instauration de la confiance en général que la Russie réussisse, une fois encore, à réduire le rôle de la communauté internationale dans le processus de paix.

La troisième question qui est en jeu, mais quant à laquelle aucune avancée n'a été faite puisque la Russie refuse d'en débattre, concerne le retour des déplacés et des réfugiés, en toute sécurité et dans la dignité, sur leur lieu de résidence habituel. La Russie a bloqué le processus de retour sous divers prétextes artificiels. Nous espérons que cette fois, Moscou débloquera le processus et qu'il se tiendra des débats de fonds sur les modalités du retour des déplacés et des réfugiés, sans discrimination, partout en Abkhazie occupée et dans la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud.

À l'occasion du quinzième cycle de pourparlers de Genève, les autorités géorgiennes solliciteront une fois de plus la pleine coopération de la partie russe quant à la série d'explosions qui s'est produite sur le territoire géorgien de septembre à novembre 2010. Toutes les données pertinentes ont été communiquées à la partie russe par l'intermédiaire de l'ambassade de Suisse à Tbilissi ainsi qu'en marge du quatorzième cycle de pourparlers de Genève en décembre 2010. À ce jour, aucune réponse n'a toutefois été reçue de la partie russe. Il est inquiétant que la Russie paraisse recéler les personnes qui se trouvent actuellement dans les régions occupées de la Géorgie et semblent être impliquées dans l'organisation d'une série d'actes terroristes.

En même temps que ces questions, la partie géorgienne appellera l'attention des coprésidents sur le caractère inacceptable des déclarations hostiles émises par Moscou au cours des dernières semaines écoulées. Plusieurs législateurs russes ont formé des accusations sans fond et absurdes mais néanmoins inquiétantes selon lesquelles la Géorgie serait à l'origine du tragique attentat terroriste perpétrés à Domodedovo. De tels propos montrent clairement que le régime russe actuel a entrepris de donner de la Géorgie l'image d'un ennemi, cela pour justifier son impuissance et ses défaillances dans les affaires intérieures et internationales.

Par ailleurs, les représentants de Tbilissi appelleront l'attention des groupes de travail pertinents sur plusieurs éléments consternants qui se sont fait jour depuis les récents pourparlers de Genève en décembre 2010. Il s'agit entre autres des violations flagrantes des droits à la propriété dans l'une et l'autre régions occupées et du lancement du prétendu recensement de la population par le régime fantoche de Soukhoumi : ce recensement est à l'évidence destiné à légitimer le résultat des crimes haineux de nettoyage ethnique perpétrés par Moscou et ses forces mercenaires au cours des deux dernières décennies. La question des droits de propriété fera l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour du deuxième groupe de travail, et les représentants de Tbilissi exigeront catégoriquement le changement de la politique discriminatoire qui vise les Géorgiens de souche.

Une autre question que la partie géorgienne soulèvera de nouveau est celle de la nécessité de libérer toutes les personnes qui sont actuellement détenues en captivité illégale dans les territoires occupés. Des progrès ont certes été faits à cet égard récemment, mais plusieurs personnes sont toujours détenues et leur libération est impérative.

Au cours du quinzième cycle de pourparlers, la partie géorgienne exprimera de nouveau la préoccupation que lui inspirent les atteintes portées au patrimoine culturel dans les régions occupées et demandera aux organisations internationales compétentes de s'engager plus activement dans l'examen minutieux de la protection de ce patrimoine.

Tbilissi, le 1<sup>er</sup> mars 2011

---